

■ CAHIERS DE LA
DOCUMENTATION MAROCAINE

Radioscopie de la presse marocaine

N° 2 - novembre 1995

Les nombreux titres recensés par cette *Radioscopie de la presse marocaine* (558) reflètent la richesse de la presse écrite marocaine. Face aux modernisations imposées par le bouleversement rapide des technologies et l'impératif d'accéder aux autoroutes de l'information, le Ministère Marocain de la Communication propose un bilan de l'état de ce moyen privilégié d'information.

Grâce aux données quantitatives et qualitatives fournies par ce numéro, se dessine un tableau précis de la presse marocaine contemporaine, de son environnement, de la nature des publications elles-mêmes, mais aussi du métier de journaliste. Les caractéristiques de l'Agence Nationale Maghreb Arabe Presse, de l'Institut de Formation, des différentes organisations professionnelles, du statut juridique et des conditions d'accès à la carte de presse constituent autant d'éléments qui structurent cet espace de communication et d'information. La question de la langue d'écriture est également soulevée, par le biais d'une étude comparée entre journaux en langue arabe et en langue française. Au delà d'une dualité sociale entre lecteurs, il apparaît que la presse écrite, pour répondre aux défis que lui lancent les technologies nouvelles doit, comme partout ailleurs, s'adapter aux besoins de ses lecteurs et à leur hétérogénéité.

On soulignera enfin l'importance accordée, à juste titre, à l'histoire de cette presse. En effet, les journaux marocains ont été vecteurs et acteurs de luttes politiques, que ce soit sous l'influence de la *nahda* orientale, des légations étrangères à Tanger, du mouvement nationaliste dans les années trente, ou à l'indépendance. Cependant, si la diversité de cette presse est, de l'avis des auteurs, la preuve d'un pluralisme de la pensée lié au multipartisme, une réflexion sur son contenu même aurait ajouté à ce tableau un intérêt supplémentaire.

MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION -
avenue Mohamed V - Place de la Grande
Poste - Rabat - tel. : (07) 76 60 16.

■ VUES ECONOMIQUES

N° 7 - 1995

L'épargne

S'il est généralement admis que l'épargne est vitale pour la croissance et le développement économiques, on constate au niveau mondial un déséquilibre entre épargne et investissement. Les ressources disponibles ne sont pas suffisantes pour financer les investissements nécessaires. Des facteurs structurels expliquent ce déséquilibre : importance de la dette publique, ralentissement de la croissance, apparition de besoins importants en Europe de l'Est, croissance de l'endettement privé...

Que faire pour remédier à cette pénurie de capitaux ? Les réponses à cette question semblent devoir intégrer les spécificités régionales et nationales. En Europe, où l'on constate une diminution des taux d'épargne de l'ensemble des agents, il serait vain de vouloir mener une politique de l'épargne commune tant les comportements financiers diffèrent d'un pays à l'autre. Dans le même ordre d'idées, la spécificité du mode de formation de l'épargne dans les pays en voie de développement doit être prise en compte, en particulier en Afrique où le système actuel de mobilisation de l'épargne est inadapté, comme le montre A.ONUM.

A.BELAL considère que *mobiliser les ressources internes qui existent par reconversion radicale des structures économiques héritées du passé* est la *condition sine qua non du développement économique*. Ainsi faudrait-il, par exemple, adapter le rôle des banques centrales, modifier le système officiel de financement et tenter de le faire admettre par les populations en vue d'enrayer la fuite de l'épargne des ménages vers les circuits informels. Le Maroc se situe dans le cadre de cette problématique générale. Dès 1974, des réformes ont été entreprises pour encourager l'épargne auprès des institutions bancaires. Il convient à l'heure actuelle d'encourager l'épargne financière en concentrant les efforts sur la mise en place de véritables marchés de capitaux.

BANQUE CENTRALE POPULAIRE -
DIRECTION DES ETUDES ET DE
L'INFORMATION ECONOMIQUE - 101, bd
Zertouni - Casablanca 02 - tel. : (02) 20
25 - fax (02) 20 19 33.

■ RAWAFID

N° 1 - 1995

L'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National (Tunis) publie une nouvelle revue annuelle d'histoire contemporaine, en grande partie en arabe. Elle s'organise principalement autour d'un dossier consacré cette fois à *l'écriture de l'histoire du Mouvement National*, d'une partie *documents* (reproduisant une communication de Abdelwaheb Baker sur l'enseignement de l'histoire en Tunisie, datant de 1932) et d'une section *études* qui abrite des contributions diverses. Enfin, deux autres rubriques présentent des mémoires ou des thèses récents et les activités de l'Institut.

A travers le choix d'une approche historiographique, des auteurs comme M-H.CHERIF entendent dépasser le manichéisme et les enjeux sociaux immédiats qui sont le propre de toute histoire politique. Ce souci de renouveler une histoire nationale jusqu'alors écrite et enseignée sous un angle très anticolonialiste (H-R. HAMZA) débouche sur une réflexion critique dont les travaux de H.TIMOUMI (sur le rôle des campagnes dans la lutte contre la présence française) et les réflexions d'A.MAHJoubi sur l'histoire du mouvement national tunisien au début du XXème siècle portent la marque. Mais K.KCHIR-BENDANA met en garde, à travers un regard critique sur l'édition française, contre "une certaine tendance" de l'historiographie, caractérisée par un retour de l'histoire coloniale et la *renaissance des histoires nationales*.

On lira aussi, dans la partie *études*, des contributions de N.KAZDAGHLI sur les archives du Ministère des Affaires Etrangères de Russie comme source de l'histoire ottomane et d'A.JDEY qui présente *De nouvelles sources pour l'histoire du Cap Bon aux XIXème et XXème siècles*. Enfin, M.DHIFALLAHA traite du mouvement féministe tunisien de 1936 à 1956, H.JELLAB des commerçants djerbiens et H.BELAID des enjeux politiques et militaires des P.T.T. dans la Régence de Tunis.

REVUE DE L'INSTITUT SUPERIEUR
D'HISTOIRE DU MOUVEMENT NATIONAL -
ISHMN - 17, rue de Tolède - 2092 El
Manar 1 - Tunis - tel. : (1) 88 16 07/88
03 41 - fax : (1) 88 12 63.

■ OPTIONS

MEDITERRANEENNES

Série B - études et recherches - N° 14 - 1995

Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000

Coordinateur scientifique : Mahmoud ALLAYA

Les trois pays du Maghreb central accusent à des degrés divers un déficit alimentaire croissant notamment en aliments de base. Pour cette raison, les objectifs de sécurité alimentaire et d'équilibre de la balance agricole demeurent au centre des préoccupations politiques.

D'autre part les échanges commerciaux des trois pays se font essentiellement avec les pays de l'Union Européenne et connaissent un certain déséquilibre qui risque de s'aggraver suite aux accords multilatéraux et bilatéraux de libre échange.

Comment les pays du Maghreb pourront-ils produire dans des conditions compétitives par rapport aux autres pays exportateurs ? Comment pourront-ils améliorer le taux de couverture de leurs besoins en produits de première nécessité et accroître et diversifier leur production agricole destinée à l'exportation ? C'est autour de ces questions que s'articule cette publication collective.

On y lira d'abord une analyse des transformations de l'environnement international et notamment des conséquences attendues des accords du GATT et de la réforme de la PAC. Autre chapitre important, les politiques agricoles constituent une composante essentielle du développement. Leur analyse ne prend tout son sens qu'en les replaçant dans un cadre global et macro-économique afin de saisir l'influence des variables économiques et les effets d'interdépendance sectorielle.

Les deux dernières parties abordent quant à elles l'analyse des principales filières agricoles ainsi que la compétitivité des agricultures maghrébines sur le marché méditerranéen.

CENTRE INTERNATIONAL DES HAUTES
ETUDES AGRONOMIQUES
MÉDITERRANÉENNES - INSTITUT
AGRONOMIQUE MÉDITERRANÉEN DE
MONTPELLIER - 3191, route de Mende -
34033 Montpellier Cedex 1.

■ CONFLUENCES

MEDITERRANEE

N° 16 - hiver 1995-1996

Selon certaines thèses simplistes, l'islamisme serait en passe de se substituer à l'ancien "péril communiste", pour devenir la principale source de déstabilisation des relations internationales. De même, l'idéologie islamiste ne cesse de diaboliser un "Occident" monolithique, responsable de tous les maux dont souffrent les sociétés musulmanes (A.LAMCHICHI). Ces extrapolations idéologiques, dont l'histoire fournit de nombreuses illustrations (A-M.DELACAMBRE), ne cessent d'accentuer les antagonismes entre les deux civilisations. Certains auteurs, tel S-P.HUNTINGTON, se risquent aujourd'hui à avancer que la lutte que connaîtra l'humanité dans l'avenir consistera en un *choc des civilisations*.

La raison européenne, qui n'entrevoit le monde qu'à travers l'*opposition des extrêmes* (M.EL JABRI), aurait-elle, en l'espèce, une responsabilité particulière ? De ce point de vue, l'exemple français est caractéristique : l'émergence d'un islam public a été jugée à l'aune de la situation politique algérienne, rendant hautement suspecte toute forme de pratique ou de revendication religieuse, aussitôt taxée d'intégrisme (J.CESARI). Peu de voix se sont élevées pour souligner que l'engagement dans l'islam pouvait aussi révéler des recherches d'identité traversant l'ensemble de la jeunesse française.

L'opposition Islam/Occident est plus généralement encouragée par une forme d'*ignorance institutionnalisée*, et aussi longtemps que le passé de chaque nation ou de chaque communauté religieuse ne sera pas reconsidéré grâce aux outils de la critique historique, linguistique, sémiotique et anthropologique, il n'y aura aucune place pour des confrontations culturelles fertiles. Au contraire, les chocs culturels continueront de légitimer des luttes en faveur d'*identités culturelles mythologisées* (M.ARKOUN).

CONFLUENCES MÉDITERRANÉE - 5, rue
Emile Duclaux - 75015 Paris.

■ MONDE ARABE

MAGHREB-MACHREK

N° 150 - octobre-décembre 1995

Les stratégies de *séparation* et de fragmentation de l'espace mises en place par Israël se sont fortement intensifiées depuis septembre 1993, et ce, en dépit des accords d'Oslo : les techniques utilisées sont le bouclage des territoires autonomes et occupés ainsi qu'un savant système de permis. B.DESTREMAU explique en quoi les accords *Oslo II* participent d'un *émiettement du territoire* en définissant trois types de zones en Cisjordanie et institutionnalisent une multitude d'enclaves, ce qui laisse la voie ouverte à des conflits potentiels.

Un autre dossier examine l'essor du mouvement associatif dans deux pays arabes, le Maroc et l'Égypte. Au Maroc, L.GATEAU et G.DENOEUX classent les associations en trois catégories - régionales, économiques et sociales, politiques - et démontent les mécanismes utilisés par le pouvoir pour, sous couvert d'encouragement, récupérer le mouvement. Tout en reconnaissant la vitalité de celui-ci, ils émettent des doutes quant à la possibilité de le voir se transformer en véritable société civile susceptible de s'ériger en contre-pouvoir face à l'Etat-Makhzen. En Égypte, S.BEN NEFISSA montre comment s'opère une réforme de la vie associative qui risque de conduire à un renforcement du rôle de l'Etat alors qu'elle visait le contraire.

En Algérie, enfin, la question de la langue demeure au centre du débat politique. A partir de son expérience d'enseignante et de linguiste, KH.TALEB BRAHIMI décrit l'univers linguistique complexe d'un pays où sont utilisés simultanément l'arabe dans ses variétés classique, standard et dialectale, les dialectes berbères et le français. Si l'auteur souligne le bien-fondé d'une politique d'arabisation, elle déplore néanmoins que celle-ci ait été appliquée de façon trop volontariste et centralisatrice, aboutissant à dévaloriser un multilinguisme qui aurait pu être source de richesse.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE - 29,
Quai Voltaire - 75344 Paris - tel. : (1)
40 15 72 18.